

Covid : les épargnants devront payer la facture; Bayrou trouble la coordination gouvernementale; Les bonnes affaires d'Édouard Philippe : payé 50 000€ pour se former au numérique...; La fraude sociale sert (aussi) à financer le terrorisme islamiste



Mais aussi : Les élus LREM et le syndrome du diplodocus.

Avec Gilles Klein

L'Express fait sa Une sur Édouard Philippe auquel, l'hebdo consacre une enquête (5 pages) Le journaliste économique François Lenglet à la Une du Point où il parle de son dernier livre, en annonçant que ce sont les épargnants qui finiront par payer la mode de l'argent facile et de l'endettement abyssal. L'immobilier est à l'honneur cette semaine. L'immobilier face à la crise sanitaire à la Une de l'Obs (articles dans le cahier central) sans oublier les 16 pages du "Spécial Immobilier" du Point. Tandis que Valeurs revient sur les fraudes à la Sécurité Sociale, et Marianne redonne la parole à Didier Raoult.

François Lenglet : les épargnants seront rincés

"Nous sommes entrés dans un monde d'hyperdette et que nous soignons encore la crise actuelle par de la nouvelle dette" souligne François Lenglet interrogé par Le Point (pages) à l'occasion de la sortie de son dernier livre "Quoiqu'il en coûte".

Lenglet ajoute : "C'est grave parce que cette dette va finir par obérer la croissance ! Jusqu'à présent, on a trouvé des subterfuges avec les taux zéro - bientôt des taux négatifs - ou l'irrigation du système financier par la création monétaire. Mais, au bout du bout, il va bien falloir se débarrasser de cette dette. Et on ne peut pas s'en débarrasser sans détruire du capital, c'est-à-dire de l'épargne. Dette et épargne sont les deux faces de la même pièce : si vous vous êtes endetté, c'est bien que quelqu'un vous a prêté avec son épargne.

François Lenglet fustige les facilités de l'argent magique qui pleut soudain sur les États pour gérer les conséquences économiques de la crise sanitaire. Le paroxysme d'une politique monétaire inaugurée depuis plusieurs années par les principales banques centrales du monde. Avec la conviction que tout cela finira mal, dans une gigantesque crise financière, qui rincera les épargnants.

"On est encore dans un déni des problèmes, dans la fuite en avant financière, et on n'a pas trouvé les ressorts de la croissance. Ça va secouer, mais nul doute que, derrière, on retrouvera une période beaucoup plus paisible" estime-t-il, finalement optimiste.

François Bayrou incontrôlable

Certains s'irritent de voir François Bayrou nouveau haut-commissaire au parler dans les médias de grands sujets stratégiques qui relèvent des ministères, comme les transports, l'énergie ou l'industrie. Selon Le Point, un ministre a interpellé Emmanuel Macron et Jean Castex: « On parle tout le temps de coordination de la communication, mais quid de M. Bayrou ? ». Pas de réponse pour l'instant.

Edouard Philippe : un poste lucratif et un livre

L'Express se demande ce que Philippe cherche en entrant au conseil d'administration d'Atos. Réponse : Édouard Philippe veut revenir un jour au premier plan en politique, mais avec une expérience supplémentaire. "Il a envie d'avoir une activité professionnelle et l'aspect industriel de ce poste l'attire plus que la banque ou les finances", glisse un proche. De plus " Atos, où il devrait toucher aux alentours de 50 000 euros par an en tant qu'administrateur indépendant, présente pas mal d'avantages, notamment celui d'être spécialisé dans le numérique et la transformation digitale."

L'ancien Premier ministre a signé avec son éditeur JC Lattès un contrat pour un ouvrage de philosophie politique. Le livre, mi récit, mi essai, avec comme co-auteur Gilles Boyer, aura pour objet d'étude l'art de gouverner. Il aimerait le publier en 2021. Par ailleurs, toujours selon l'Express : "Chez lui, la réinvention passera peut-être par des cours donnés dans une université étrangère, certainement par une tentative de candidature à la présidentielle..." Pas de révélation dans cette enquête de l'Express sur Édouard Philippe, qui se disperse dans des détails censés être signifiants.

Quand la "Sécu" finance le djihad

Valeurs Actuelles accuse : usurpation d'identité, allocations familiales indues, bulletins de paie falsifiés, la fraude sociale contribue à financer le terrorisme islamiste." Au cours de l'année 2016, la section antiterroriste de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris a identifié 420 virements frauduleux relatifs aux prestations sociales servant à financer le terrorisme. Par ailleurs, 20 % des djihadistes français continuaient à percevoir les aides sociales alors qu'ils étaient partis mener des combats islamistes à l'étranger. Conscient de la manne financière conséquente à sa portée, l'État islamique exhorte ses membres à frauder les allocations sociales pour financer leurs activités".

La fraude à la Sécurité Sociale militaire

Ancien inspecteur des douanes à la Direction nationale des renseignements avant de devenir magistrat, Charles Prats a fait de la lutte contre la fraude son terrain de chasse. (4 pages d'interview dans Valeurs Actuelles) et il est l'auteur du livre "Cartel des fraudes".

Il donne un exemple concernant d'anciens militaires "Très chers centenaires ou la folle longévité des anciens militaires algériens régime d'assurance maladie des armées on dénombre 41665 cartes Vitale actives attribuées à des personnes nées avant 1920 dans ce seul régime des personnes dépendant de nos armées. Pour un décompte officiel de 21 000 centenaires en France... La députée Carole Grandjean a eu [...] l'idée de poser la question des centenaires. Comme souvent quand on fait de l'audit ou du contrôle ou une enquête, elle a fait preuve de curiosité. Elle avait reçu cette réponse: 3,1 millions de centenaires réputés en vie, alors qu'il y en a 21 000 recensés".

Les élus LREM et le syndrome du diplodocus

Jugement du député MoDem Jean-Louis Borlanges sur la crise des députés LREM dans l'Express : " Les élus de la République en Marche souffrent du syndrome du diplodocus. Ils sont trop gros et trop composites. Ces parlementaires, qui viennent soit de nulle part, soit de LR, du PS ou de l'écologie, ont pour seul point de ralliement le soutien à Emmanuel Macron, qui explique lui-même qu'il faut se réinventer, ce qui ne facilite pas l'ancrage ! La majorité a plus besoin d'assumer, à l'allemande, la diversité des sensibilités qui la composent que de la nier."

Présidentielle : LR en solo ou allié avec Macron ?

Chez Les Républicains, pas de consensus face à Xavier Bertrand alors que plus personne ne croit en la candidature de François Baroin selon l'Obs « Il faut qu'il gagne proprement les élections régionales », avertit un membre de la direction du parti. "Et même si Bertrand est réélu, si début 2022, le candidat de la droite plafonne à 12 ou 13%." explique un député influent, certains LR risquent de faire pression en faveur d'un accord avec Emmanuel Macron pour éviter une nouvelle déroute à la présidentielle.

Carla Bruni : Nicolas Sarkozy aurait pu être écrivain

Longue interview (4 pages dans l'Obs) de la chanteuse Carla Bruni, qui ne parle pas que de ses chansons : Il aurait pu être écrivain, il a quand même écrit neuf livres. Il a rédigé celui-ci pendant le confinement, à la main. J'interprète ce succès comme une très bonne chose. Les gens revoient son bilan politique et réalisent que pour lui, c'est vraiment du passé. Avant, on pensait qu'il publiait pour faire campagne, et c'était un peu le cas. Désormais, ce sont des ouvrages de bilan, de témoignage, de partage. Les gens le sentent, y compris ceux qui ne l'aiment pas ou qui ne sont pas dans sa sensibilité politique. Ça élargit son lectorat. Mais il a vraiment tourné la page. J'en suis certaine, à m'en couper la main. Je ne l'ai jamais vu si heureux. Il a adoré la politique, mais il ne peut pas tellement monter plus haut, ni vraiment revenir à cette position. Ce qui l'éclate, à 65 ans, c'est de se construire une nouvelle vie."

Gérard Larcher : l'autre président

Il y a deux présidents aux yeux de l'Obs (3 pages), Emmanuel Macron d'un côté, et de l'autre Gérard Larcher président du Sénat, qui tiendrait lieu de chef de l'opposition de droite : " L'intéressé refuse cette appellation : « J'ai une devise : on ne dit jamais non par dogmatisme et jamais oui par discipline. » Pour un élu LR, « Gérard Larcher joue ce rôle à un moment où il n'y a pas de tête de pont de l'opposition à droite. C'est le plus ancien, le plus haut gradé ; du coup c'est celui qu'on écoute, le leader. » Mais si le Sénat est devenu le centre de gravité du « contre-pouvoir », c'est pour une autre raison, selon un sénateur LR : « Lorsque Macron dit aux députés LREM "vous êtes des amateurs et soyez en fiers", ce n'est pas si simple. Sa majorité à l'Assemblée nationale n'est pas très expérimentée, elle fait des fautes. Ça a donné au Sénat un rôle supérieur. »

Dupond-Moretti contre l'intouchable ex-procureur du parquet national financier

Eric Dupond-Moretti a lancé contre l'ex-procureure du parquet national financier (PNF) Eliane Houlette une procédure disciplinaire pour des manquements au devoir de loyauté dans l'affaire des fadettes d'avocats (dont ... lui-même souligne, avec malice, Le Point), mais son cabinet n'a pas trouvé les moyens de la coincer. Étant à la retraite depuis avril 2019 elle est quasi intouchable. Valeurs Actuelles et la fraude à la Sécurité Sociale.

Le MoDem augmente sa cotisation

La cotisation mensuelle du groupe parlementaire MoDem vient de passer de 300 à 500 euros . Il vient d'attirer une dizaine de députés. Par contre, note chez LREM, on solde (pour retenir ceux qui sont tentés de partir ?) la cotisation passe de 400 à 350 euros.

Alice Coffin la tombeuse de Christophe Girard

Le Point (3 pages) a rencontré Alice Coffin, nouvelle figure d'un féminisme radical, tombeuse de Christophe Girard, ex-adjoint à la maire de Paris, ancienne journaliste à 20 Minutes. Sa vie n'est pas facile en ce moment : " « Je vous demande de ne pas mentionner le lieu où je me trouve. » Il va de soi qu'on ne le fera pas, qu'on ne dira pas où loge Alice Coffin – pour ne pas dire où elle se cache – et où nous l'avons rencontrée. Des précautions nécessaires depuis que la militante féministe a reçu des menaces de mort, suffisamment sérieuses pour que le ministère de l'Intérieur lui propose une protection policière."

Certains se sont étonnés de son silence après l'affaire de cette jeune fille bosniaque tondu par sa famille. Elle répond « Les femmes me trouveront toujours à leurs côtés quelle que soit l'identité du bourreau, insiste-t-elle. Au moindre fait d'actualité, si je ne dis rien, on me tombe dessus. Sur cette affaire de Besançon, j'ai bien sûr un sentiment d'horreur et de colère. Mais il est vrai qu'en réagissant on court le risque d'avoir une avalanche de commentaires racistes, ça existe. Je vais habituellement sur des faits méconnus. J'aime rendre visible ce qui est caché, c'est vrai dans le journalisme comme dans le militantisme. Girard, personne n'en a parlé à l'époque. »

La galaxie des anti-masques

L'Obs s'intéresse à la galaxie des anti-masques (11 pages) : "Ils refusent de porter cet "étouffoir" au nom de la défense de la liberté. Les plus radicaux doutent même de la réalité du Covid. Rien de neuf sous le soleil : toutes les crises sanitaires ont généré leur lot de dissidents. Né aux États-Unis, le mouvement anti-masques recrute tous ceux qui rejettent le système. En France, il a conquis une bonne partie des "gilets jaunes", quelques intellectuels, mais aussi des médecins".

« Le masque prolonge le virus de la peur dans l'esprit des gens, il nous empêche de respirer correctement, d'ailleurs, une fille en Allemagne en est morte », croit savoir Mourad, 35 ans, administrateur du collectif « Anti masque obligatoire » sur Facebook, 13 500 membres, et habitant d'Ile-de-France, une région pourtant lourdement touchée par le coronavirus. « On force des gens à se bâillonner sans raison: on peut effectivement dire que le masque est liberticide. » Mourad est aussi prompt à dénoncer « le travail efficace des "merdias" collabo » qui consiste, selon lui, à « répandre la peur et à donner de fausses informations ». Au cœur du mouvement, une poignée de vrais allumés. Leur égérie se nomme Ève Engerer, médecin dans le Bas-Rhin, qui déclare, le regard halluciné devant les caméras de BFMTV, que «le masque, c'est un rituel des pédo-sataniques. Un acte de soumission »

La Défense touchée par la crise sanitaire

Aujourd'hui, à La Défense, le taux de présence souhaité dans une tour oscille entre 50 et 60 % de sa capacité, selon l'entreprise d'après Le Point (3 pages). Depuis le 11 mai, l'affaire a souvent viré au cauchemar pour les patrons, coincés entre le « ce serait vraiment bien que nos salariés commencent à revenir » et le « imaginez un peu la catastrophe et le scandale s'il y avait un cluster dans notre tour... » Comment régler le problème de la qualité de l'air quand on ne peut pas ouvrir les fenêtres ? L'avenir serait plutôt du côté des vastes campus périurbains « à l'américaine », composés d'immeubles horizontaux, de quelques étages seulement, « Ce n'est pas la première fois qu'on assiste à un Défense bashing, qu'on proclame que les tours, c'est mort, rappelle Sharon Raingold, directrice générale de GCI (investisseur historique du quartier d'affaires). On l'a dit après le 11 septembre 2001, après la dernière crise financière... Mais le quartier restera toujours une excellente solution pour les grands groupes qui cherchent de vastes espaces de bureaux près de Paris. » En dépit de ces discours optimistes, le marché de l'immobilier à la Défense est bien entré dans une phase attentiste. Toutes les directions d'entreprises s'interrogent sur leurs nouveaux besoins en termes de mètres carrés : pourquoi garder de grandes surfaces si les salariés ne sont présents sur place que deux à trois jours par semaine ?